



Comité d'orientation pour l'emploi
29 septembre 2011

Interventions de Monsieur Patrick Tanguy, Responsable du Pôle développement économique et stratégie de l'AgAM

En commentaire du Diaporama

Bonjour. Je fais état d'un diagnostic de la situation locale, diagnostic de la situation économique de Marseille. C'est un diagnostic qui a été réalisé de façon collective, et a impliqué différents organismes, et au sein de l'AgAM, différentes personnes, par exemple Aurélie Soulier ou Catherine Aragnol. Je n'en suis que le porte-parole.

Pour ce qui est de réaliser un diagnostic, d'abord il faut tenir compte des grandes mutations qui sont à l'œuvre, aussi bien au niveau national qu'international, et qui pèsent bien sûr sur le contexte local. Rien que pour évoquer cet angle des problématiques de l'emploi, il y a trois ou quatre éléments majeurs qui ont pesé et qui pèsent sur le contexte marseillais, pas simplement sur le contexte national.

Tout d'abord, le grand mouvement de tertiarisation de l'économie, dans lequel l'emploi féminin s'est engouffré. Et c'est vrai qu'un élément majeur de la croissance de l'emploi, en France comme à Marseille, c'est avant tout la croissance de l'emploi féminin. Mais partant de très loin, ça sera aussi ce qu'on va pointer tout à l'heure comme un handicap encore majeur de la situation marseillaise, l'insuffisance du taux d'emploi des femmes à Marseille.

Autre phénomène, le phénomène, lié en partie à la tertiarisation, de l'externalisation de certaines activités, autrefois dans des secteurs industriels, et qui désormais émarginent au titre des activités tertiaires, avec les stratégies de recentrage sur les cœurs de métiers de la part de pas mal d'entreprises, notamment industrielles.

Enfin, concernant la qualité de l'emploi, la période récente, depuis quelques décennies, est une tendance à la précarisation des emplois, à des formes de courte durée des contrats de travail, sans parler de l'intérim, etc.

Ce sont des phénomènes que l'on retrouve évidemment à Marseille.

Néanmoins, on peut dire que Marseille se caractérise par un dynamisme économique retrouvé. Ce dynamisme économique retrouvé, à travers quelques paramètres qu'on va présenter rapidement, a permis de réduire l'ampleur de quelques handicaps aux problèmes majeurs que connaissait Marseille historiquement. En témoigne une relative résistance dans la crise récente, les intervenants ont déjà eu l'occasion de l'évoquer, et c'est vrai que les paramètres sont tout à fait patents en la matière. Il y a une résistance indéniable de Marseille face à une situation qui était un choc très important, qui n'a pas donné lieu d'ailleurs, contrairement à ce qu'on pouvait craindre, à tous ces effets en termes de perte et de destruction d'emplois. Vincent Chiqui le signalait, c'est tout à fait vrai pour Marseille également. Vous allez voir que parmi les cent cinquante grandes zones d'emploi françaises, Marseille-Aubagne s'est classée au quinzième rang par le degré de résistance de son emploi, c'est à noter, pas très loin des bassins d'excellence en France que constituent Toulouse et, tout près de nous, Aix-en-Provence.



Comité d'orientation pour l'emploi
29 septembre 2011

Interventions de Monsieur Patrick Tanguy, Responsable du Pôle développement économique et stratégie de l'AgAM

En commentaire du Diaporama

Ce dynamisme-là a permis de réduire certains handicaps majeurs, mais néanmoins des problèmes importants demeurent. Voilà pour la fin de mon exposé.

Le dynamisme retrouvé de Marseille est indéniable. Il se mesure par un capteur tout simple : l'évolution de la population. Monsieur le maire signalait que tous les ans six mille personnes supplémentaires venaient habiter sur Marseille, en solde net. C'est une tendance que l'on observe entre 1999 et 2008 en moyenne, donc c'est un marqueur indéniable d'une attractivité retrouvée, et d'une attractivité économique. Il faut un dynamisme économique pour pouvoir faire venir des personnes qui viennent y habiter. Il y a un emploi à la clé aussi, ce ne sont pas que des retraités, loin de là, en majorité ce sont des actifs, donc ils trouvent un emploi à proximité. Donc un élément important, qu'on voit aussi sur le plan démographique par un solde migratoire qui est redevenu positif après avoir été longtemps négatif. C'est un élément majeur nouveau qui traduit ce dynamisme retrouvé.

Pour ce qui est de l'emploi, nous avons un gain d'emplois significatif tous les ans, environ 4 600 emplois supplémentaires entre 1999 et 2008, uniquement pour la ville de Marseille. Quand on raisonne à une échelle plus large, la zone d'emploi c'est 7 300 emplois. Et quand on sait l'importance des flux quotidiens, les gens qui travaillent à Marseille peuvent venir de l'extérieur, mais aussi des marseillais trouvent et occupent un emploi à l'extérieur de Marseille. Donc ce dynamisme est important, ce qui a engendré une croissance significative du taux d'emploi, c'est-à-dire les personnes en emploi rapportées à la population de 15 à 64 ans. Ce taux d'emploi a progressé, et vous voyez qu'il a progressé plus vite que les deux villes avec lesquelles on s'est comparé au cours de cette étude, notamment Lyon et Lille, + 4,7 points, alors que Lille ou Lyon en sont à peu près à 3 points supplémentaires. Cela dit, on partait d'assez bas, le taux d'emploi reste quand même assez faible à Marseille. Dans la zone d'emploi, on est environ à 57 % de taux d'emploi, alors qu'on est tout près de 60 à Lille et à 64 à Lyon. Donc on a ici une marge de progression, et en filigrane on a un objectif qui peut se deviner.

Particulièrement concernant la population féminine, où l'écart, qui a été déjà signalé par madame Eynaud-Chevalier, est important par rapport à la moyenne française, et a fortiori par rapport à la moyenne des grandes villes de France. Vous avez même un chiffre sur la diapo qui indique que dans certains arrondissements, ce taux d'emploi est très faible, puisqu'il dépasse à peine le tiers, 35 % par exemple dans le 3^{ème} ou le 15^{ème} arrondissement. Voilà des territoires qui méritent une attention particulière, notamment vis-à-vis de la population féminine.

Autre paramètre aussi, le versant négatif de la chose, le chômage. Le chômage aussi était très élevé dans les années 1990. Il s'est notablement réduit : le taux de chômage atteignait à la fin des années 1990 près de 18 %, il avait dépassé 20 % au début des années 1990, et il était à la fin de l'année 2010 de 13,3 %. Donc un recul significatif. Même la crise qui a pourtant produit son supplément de chômage n'a pas annulé cette tendance lourde qui est à l'amélioration.



Comité d'orientation pour l'emploi
29 septembre 2011

Interventions de Monsieur Patrick Tanguy, Responsable du Pôle développement économique et stratégie de l'AgAM

En commentaire du Diaporama

Le chômage reste néanmoins particulièrement élevé quand on le compare à la situation lyonnaise, ou même à la situation lilloise – Lyon est à 8 % à peu près, et Lille à 11 %.

Deux calculs théoriques nous permettent de fixer un peu l'ampleur de rattrapage qui reste à réaliser. Pour ce qui est du chômage, si on avait un taux qui correspondait au taux lyonnais, il faudrait qu'au lieu de 73 000 chômeurs comme on a aujourd'hui, on en aie à peu près 50 000. Donc près de 23 000 demandeurs d'emploi en moins, si on avait la situation lyonnaise en termes de taux de chômage. Et en termes d'emploi, il y aurait à peu près 50 000 personnes en emploi supplémentaires sur la commune de Marseille. Donc on a ici des objectifs ambitieux.

Donc face à la crise, notre résistance est indéniable. Entre 2007 et 2009, la progression de l'emploi est toujours au rendez-vous – ce qui peut paraître étonnant : 0,4 % pour Marseille-Aubagne, alors que la quasi-totalité des zones d'emploi observent une baisse – je vous l'ai dit, mises à part quelques zones d'emploi qui font exception, j'ai cité Toulouse et Aix-en-Provence, il y en a en gros une quinzaine, c'est tout. Lyon et Lille – Lille avec un dynamisme retrouvé – depuis une dizaine d'années ont perdu un peu d'emplois, ou ont connu une situation stable, tandis que la France voyait son emploi total baisser de 2 %.

Mais bémol, s'il y a une résistance à la crise, la sortie de crise paraît un peu plus délicate. Alors qu'en France on est sur une recrudescence de l'emploi qui est bienvenue, y compris dans les deux villes qui nous servent de comparaison, cette recrudescence de l'emploi est beaucoup plus modeste à Marseille-Aubagne. C'est un point d'interrogation, qui montre peut-être la fragilité encore du renouveau. Et qui montre aussi, peut-être, les caractéristiques économiques profondes de Marseille. C'est une économie qui est un peu moins ouverte vers l'extérieur que les économies lilloise ou lyonnaise, un peu moins industrielle, et quand il y a reprise économique, ce sont souvent ces secteurs exposés à l'extérieur, de type industriel, qui réagissent le plus, et qui donc tirent à nouveau l'économie locale.

Pour le chômage c'est pareil, il y a eu une augmentation de chômage un peu plus modeste, mais une résorption désormais qui est un peu plus difficile à obtenir aujourd'hui. La progression existe, elle est désormais un peu plus rapide qu'au niveau français, même si ses taux sont désormais atténués par rapport à ce qu'on a observé au cœur de la crise, entre fin 2007 et 2009.

Les points qui demeurent néanmoins les grandes fragilités, on en a déjà cité quelques-uns rapidement.

Tout d'abord, point numéro un, fondamental, c'est le problème de la formation et de la qualification de la population, notamment de la population active, y compris les jeunes, mais pas seulement les jeunes. On a à Marseille 25 % des actifs qui sont sans diplôme. Vous le voyez sur le graphique, c'est la ville, parmi les grandes villes de France et même parmi la moyenne française, où vous avez le taux le plus élevé.





Comité d'orientation pour l'emploi
29 septembre 2011

Interventions de Monsieur Patrick Tanguy, Responsable du Pôle développement économique et stratégie de l'AgAM

En commentaire du Diaporama

Entre la façade atlantique et Marseille, et même la façade Est, il y a un écart, entre Nantes, Rennes et Bordeaux d'un côté, et puis Strasbourg, Marseille, Nice de l'autre. Donc ici un enjeu essentiel.

Quand on va dans le détail, pour ce qui est des jeunes marseillais, on a le taux de poursuite d'études le plus faible parmi les 18-24 ans, un écart important – seule fait exception Nice dans la situation des grandes villes de France, qui fait pire que Marseille. Et on l'a dit tout à l'heure, l'avenir appartient aux emplois qualifiés, aux personnes détentrices de compétences, qu'elles soient professionnelles, techniques ou de façon plus conceptuelle. Là il y a un enjeu important, qui peut entraver le développement économique de Marseille.

Aujourd'hui les entreprises marseillaises compensent peut-être ces compétences qu'elles ne trouvent pas à demeure par un recrutement de personnes non résidentes, des personnes extérieures qui viennent à l'occasion s'implanter à Marseille, s'y installer. Ceci repose sur une attractivité de la ville. Les gens acceptent de venir pour leur carrière y résider durablement, mais il s'agit aussi de les garder à Marseille. Et ça, c'est la qualité de vie qui doit y répondre. Et sur les différents plans qui constituent la qualité de vie au quotidien à Marseille, on n'est pas tous les jours irréprochables. On a sûrement encore des progrès à réaliser, et c'est un élément important qui maintient le développement économique dans la mesure où la population n'est pas encore suffisamment formée. Ce serait intéressant, à court et moyen terme, que le dynamisme économique marseillais profite un peu plus aux actifs résidents de Marseille, c'est un enjeu important.

Du point de vue des entreprises, quand on les interroge, ils citent très vite le problème de la formation des personnes, des demandeurs d'emploi. Et très souvent, faute de ces qualifications requises, faute peut-être aussi des comportements, ce qu'on peut appeler le savoir-être en général, ou faute aussi peut-être d'une fluidité au sein de l'agglomération, une fluidité des déplacements suffisante en tout cas, il y a des offres d'emploi qui ne sont pas satisfaites. Une estimation importante : 30 % des offres disponibles ne trouvent pas preneur, ce qui est un chiffre impressionnant qui doit nous faire méditer.

Autre situation aussi qui pourrait être améliorée, la situation du marché du travail. C'est vrai que très souvent les entreprises ont recours à ce qu'on appelle un marché caché, c'est-à-dire s'appuient sur des demandes et sollicitations pour étoffer leurs compétences, et ont peut-être moins recours à un marché officiel, offres d'emploi déclarées, etc. Or elles peuvent se passer, de fait, potentiellement, de compétences qui existent localement en recrutant de façon discrétionnaire, plutôt que de le faire par un voie plus classique, plus officielle. Donc il y a peut-être ici des opportunités dont ne profitent pas les entreprises. Inversement, certaines personnes qui ne bénéficient pas d'un réseau de relations, et qui peut-être pourraient répondre complètement aux offres d'emploi, se trouvent à l'écart. Donc indéniablement, le marché du





Comité d'orientation pour l'emploi
29 septembre 2011

Interventions de Monsieur Patrick Tanguy, Responsable du Pôle développement économique et stratégie de l'AgAM

En commentaire du Diaporama

travail local mériterait un peu plus d'efficacité, une efficacité à laquelle contribuerait une plus grande mobilité des personnes.

On en vient à un deuxième aspect important aussi sur lequel l'accent doit être mis, c'est un enjeu sûrement majeur localement, c'est l'accroissement de la mobilité des personnes, la circulation des personnes, pour qu'une offre d'emploi trouve très facilement le demandeur d'emploi qui pourrait y correspondre. Et ce n'est pas parce qu'on habite dans le nord de Marseille et que l'offre d'emploi est plutôt dans le sud de Marseille, que ceci ne doit pas se réaliser. Faute de quoi, la fragmentation du marché du travail à laquelle on assiste fait qu'il y aurait d'un côté une offre d'emploi non satisfaite, et de l'autre côté une demande d'emploi qui perdurerait. On aurait une situation sous-optimale, non efficiente, et qui serait dommageable pour l'ensemble des acteurs, que ce soit le chômeur ou l'entreprise. Donc la fluidité, la mobilité des personnes, c'est un élément fondamental dans le développement économique, et ce n'est pas simplement un problème de déplacement des personnes. C'est un élément fondamental dans le développement local.

Quelques paramètres qui montrent un enjeu important, que détaillera monsieur Rocca Serra. Quand on prend les populations qui résident dans les territoires CUCS, c'est à peu près la moitié de la population, 400 000 habitants à Marseille, on constate que ces personnes se déplacent plus loin pour aller travailler que les autres, qu'ils utilisent plus souvent les transports en commun et qu'ils sont moins motorisés. Et donc ils sont plus sensibles à la qualité de l'offre de service de ces transports en commun, aussi bien en termes de lieu de desserte, de fréquence, etc. Or ces personnes-là, très souvent, occupent plus que la moyenne des emplois avec des horaires atypiques, et donc sont susceptibles finalement de ne pas répondre à des opportunités qui existent. Donc le recours à la voiture est par défaut relativement nécessaire, mais le coût d'usage de la voiture peut limiter l'intérêt, voire annuler l'intérêt d'un emploi souvent peu rémunérateur.

Enfin, dernier élément, c'est la dimension territoriale, l'égalité des chances au sein du territoire marseillais, qui peut être aussi un enjeu important, et donc source d'action possible pour la Maison de l'emploi et le Comité d'orientation pour l'emploi. Quand on regarde la carte des fragilités des populations, on est frappé par la grande disparité de situation d'un arrondissement à l'autre. La carte est assez parlante, de la situation la plus favorable en bleu foncé, qui est du côté du 8^{ème} arrondissement, du 12^{ème} ou du côté d'Allauch, qui est une commune qui fait partie du territoire d'action de la Maison de l'emploi de Marseille.

On a une situation en termes de degrés de fragilité, on a manié huit paramètres au total, et on a synthétisé tout ça : on a une situation qui est trois fois plus fragile dans le 3^{ème} arrondissement, situation qui s'est en plus aggravée dans les années 2000, alors que beaucoup d'arrondissements s'amélioraient. Donc il y a vraiment au centre-ville de Marseille, particulièrement dans le 3^{ème}, et secondairement dans les quartiers nord – mais vous voyez, la situation des quartiers nord n'est pas aussi dramatique que celle du 3^{ème}, et en dynamique, dans la décennie qu'on vient de



Comité d'orientation pour l'emploi
29 septembre 2011

Interventions de Monsieur Patrick Tanguy, Responsable du Pôle développement économique et stratégie de l'AgAM

En commentaire du Diaporama

connaître, jusqu'en 2008 du moins, puisque c'est la dernière année pour laquelle on a des informations fournies, la situation s'est plutôt améliorée dans les quartiers nord, et particulièrement dans le 16^{ème} arrondissement.

Le 16^{ème} arrondissement abrite la zone franche urbaine très chère à monsieur le maire, et il y a indéniablement un succès de cette opération, puisque l'effet de proximité joue à plein, et la fragilité de la population résidente dans cet arrondissement, mais aussi dans l'arrondissement voisin, le 15^{ème}, s'est sensiblement améliorée dans la décennie.